



Madame la Maire, Monsieur le Maire,
Mesdames les Conseillères Municipales, Messieurs les Conseillers Municipaux,
Monsieur le Président du Conseil Général et Président de l'ADECR,
Monsieur le Secrétaire Général de l'ADECR,
Mesdames les Conseillères Générales, Messieurs les Conseillers Généraux,
Mesdames les Conseillères Régionales, Messieurs les Conseillers Régionaux,
Mesdames les Députées, Messieurs les Députés,
Mesdames les Sénateurs, Messieurs les Sénateurs,
Monsieur le Député Européen,

Créteil, le 2 avril 2009

Lettre ouverte aux EluEs des Territoires de la République en Val-de-Marne

Madame, Monsieur,

Nous connaissons votre attachement profond, et sincère à l'ensemble des services publics de notre pays. Parmi d'autres, votre engagement constant et toujours actuel dans la défense du service public de la Poste et contre sa privatisation en témoigne.

Nous connaissons votre sensibilité toute particulière à l'égard de l'Ecole et de son inscription dans le territoire départemental, ainsi qu'à la question scolaire et à l'avenir de l'Education Nationale et de l'ensemble de ses professionnels de la Maternelle à l'Enseignement Supérieur.

Votre opposition clairvoyante tant au « service minimum d'accueil » à l'Ecole Primaire, qu'au projet aberrant de déconstruction totale du « temps de l'enfant », votre présence active au côté et avec les enseignants et les parents d'élèves dans la défense de la spécificité de l'Ecole Maternelle et celui des moyens en personnels de l'Ecole Primaire ou de l'Enseignement Secondaire, ou encore contre la contre-réforme de l'Université, en témoignent tout autant.

C'est sans aucun doute la raison pour laquelle le Val-de-Marne a vu se développer des initiatives innovantes et rassembleuses, revendicatives et réfléchies autour de l'avenir de l'institution scolaire. Ainsi la Ville de Champigny a rendu possible la tenue des « Premières Assises pour l'Ecole » dans l'unité et la diversité de ses acteurs. Ainsi la Ville de Valenton a accueilli les « Premiers Etats Généraux pour l'Ecole », leurs conférant d'emblée une dimension d'envergure nationale.

Aujourd'hui, après une réflexion longuement mûrie, nous vous écrivons parce que l'heure est extrêmement grave et les temps présents particulièrement inquiétants et sombres.

Aujourd'hui, après avoir mesuré les tenants et les aboutissants d'une telle démarche, nous nous adressons solennellement à Vous, éluEs des Territoires de la République en Val-de-Marne,

parce que l'ensemble des mesures gouvernementales concernant l'éducation des élèves et la formation de la jeunesse marquent le paysage éducatif du pays en des termes et des gestes profondément violents et agressifs, réactionnaires et anti-démocratiques. Cette politique, que nous n'avions jamais subi en nos temps républicains, s'accomplit dans notre département selon une rhétorique singulière. Tout laisse en effet penser que le Val-de-Marne a été choisi pour faire subir à ses concitoyens des orientations nationales contre-réformatrices, qui vont bien au-delà des projets affichés par Messieurs et Madame Sarkozy, Fillon, Darcos et Péresse. Qui plus est, ces mesures politiques sont incarnées dans les faits, par des représentants de l'Etat qui agissent avec un sens déterminé et militant des choix gouvernementaux.

Triste privilège pour notre département. Qui peut cependant sérieusement affirmer, à cette heure, que ces choix ont réellement été souhaités et voulus par les électrices et les électeurs de notre pays ?

Depuis maintenant des mois, un nombre significatif d'enseignantEs du Val-de-Marne, inscritEs dans un mouvement social sans précédent dans l'Education Nationale, tentent, avec le soutien des organisations syndicales, de faire valoir, non seulement leur opposition à cette sinistre et dévastatrice politique, mais leur disponibilité pour élaborer avec tous les partenaires une autre politique scolaire, une Autre Ecole.

Dans les instances de concertation autant que par la mobilisation du milieu professionnel, par des rassemblements, des manifestations et de nombreuses journées de grève autant que par des appels à la désobéissance civile, tout ou presque aura été mené depuis le début de cette année scolaire, pour faire savoir au gouvernement et à ses représentants, que les enseignantEs et les parents d'élèves veulent d'autres choix pour l'Ecole et l'avenir de la Jeunesse. Ce gouvernement reste sourd à toute forme d'expression, tandis que ceux qui le servent font chaque jour la démonstration de leur autoritarisme et de leur penchant à vouloir dénigrer, humilier, mettre au pas toute une profession.

Ainsi, la semaine prochaine, Monsieur le Recteur de l'Académie de Créteil et Monsieur l'Inspecteur d'Académie du Val-de-Marne ont d'ores et déjà programmé de faire convoquer sans ménagement la totalité de nos collègues du 1^{er} degré, qui ne peuvent pas se résoudre à accepter d'appliquer mécaniquement et docilement des circulaires.

Elles et Ils les jugent en effet dangereuses pour les élèves, et néfastes pour l'Ecole Primaire, puisqu'elles visent à court terme, à briser manifestement les fondements de ce qui constitue le Service public d'Education, pour satisfaire les tenants d'une casse idéologique et budgétaire de l'Education Nationale.

Elles et Ils refusent en particulier de participer au démantèlement des RASED par la mise en place de l'aide personnalisée.

Elles et Ils refusent des protocoles d'évaluations des élèves qui visent à la mise en concurrence des établissements scolaires, des quartiers et des communes.

Ainsi la semaine prochaine, Monsieur le Recteur de l'Académie de Créteil et Monsieur l'Inspecteur d'Académie du Val-de-Marne, en une fin de trimestre habituellement éprouvante professionnellement et à la veille de vacances scolaires qui devraient être source de réconfort et de réparation pour les collègues, ont d'ores et déjà programmé de rajouter de la souffrance psychique au stress habituel de l'activité professionnelle, en envisageant d'annoncer des menaces de sanctions et de retraits très importants de salaire aux collègues concernéEs.

Dans de telles conditions, nous avons fait le choix de nous adresser à Vous, non pas seulement pour vous alerter de ce qui pèse sur le quotidien professionnel de plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de professeurEs des écoles, mais aussi et surtout pour vous demander de vous associer à l'ouverture d'une Table ronde départementale publique associant EluEs, Associations de Parents d'Elèves, Mouvements Pédagogiques et Organisations Syndicales des Personnels .Cela, afin de:

- *faire entendre à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne et à ses représentants que nous n'accepterons jamais qu'unE seulE de nos collègues soit sanctionnéE pour avoir, en toute conscience et éthique professionnelle fait le*

choix de la désobéissance à des mesures injustes et iniques pour les élèves dont nous avons la charge co-éducative,

- *faire entendre à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne et à ses représentants qu'il n'est définitivement pas acceptable de poursuivre une telle politique de sabrage de l'Ecole,*
- *faire entendre à Monsieur le Recteur de l'Académie de Créteil et à Monsieur l'Inspecteur d'Académie du Val-de-Marne que le management d'entreprise n'a pas sa place dans une institution qui devrait être le garant de la dignité de chacunE,*
- *faire entendre à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne et à ses représentants que nous n'accepterons jamais le démantèlement des RASED et qu'il faut envisager de réfléchir immédiatement aux conditions matérielles et pédagogiques de l'extension de ce dispositif innovant à la sphère de l'Enseignement Secondaire en général et du Collège en particulier.*

Vous en conviendrez peut-être : nous avons franchi le seuil de l'inacceptable, de l'intolérable et de l'insupportable dans les établissements scolaires de notre département. Quelque chose de ce qui fait les valeurs fondamentales de l'Ecole de la République est en train de craquer dans l'institution. Comment pourrions-nous continuer à contribuer à l'éducation et à la formation de la jeunesse, dans les larmes du quotidien et la peur du lendemain ? Notre demande est des plus simples à entendre : il faut que tout cela cesse rapidement. Et pour cela, une médiation est sans aucun doute à instituer, afin que notre administration revienne à plus de sagesse et que la sérénité retrouve enfin sa place dans nos écoles.

Nous espérons vivement avoir pu recueillir toute votre attention, en cette période où le cynisme et l'insécurité semblent être les seuls et uniques préceptes guidant l'action de nos gouvernants et de ceux qui les servent.

Dans l'attente d'une réponse, que nous souhaitons diligente étant donné l'urgence de la situation, veuillez croire, Madame, Monsieur, à notre attachement déterminé et durable au Service Public d'Education de la Nation.

***Solidairement,
pour SUD-Education Créteil,
M. Luc COLPART,
Secrétaire Académique***

Copies envoyées aux syndicats d'enseignants , aux confédérations et unions syndicales, aux associations de parents d'élèves, aux mouvements pédagogiques du département du Val de Marne .

